

Press release
11 April 2023

Près de neuf Européens sur dix souhaitent que la transition énergétique progresse

- À l'approche des élections européennes 2024, Catherine MacGregor, Directrice générale d'ENGIE, présente ses convictions et recommandations pour accélérer la transition énergétique.
- Publié sous l'égide de la Fondation Jean-Jaurès, ce plaidoyer s'appuie sur une enquête menée par l'Institut CSA auprès des citoyens européens de dix pays sur leur connaissance et perception de la transition énergétique.

« À la veille d'élections décisives pour l'Europe, nous avons souhaité prendre le pouls des citoyens sur la question de la transition énergétique. Contrairement à ce que le débat politique peut parfois laisser entendre, l'étude menée par CSA montre que pour la très grande majorité des Européens, la transition énergétique est en marche et qu'elle doit continuer à progresser. Mais ce mouvement reste fragile en raison de doutes sur sa faisabilité et de craintes sur son coût. Nous devons entendre ces réserves et avons un rôle à jouer pour y répondre. Convaincus qu'une transition abordable et désirable pour toutes et tous est possible, nous proposons plusieurs mesures concrètes aux décideurs européens afin que l'Europe retrouve son leadership en matière de transition énergétique. » déclare Catherine MacGregor, Directrice générale d'ENGIE.

La transition énergétique : des citoyens européens informés et mobilisés

La multiplication des événements climatiques extrêmes démontre l'urgence de réussir la transition énergétique. **Si 88 % des Européens déclarent connaître la notion de transition énergétique**, l'enquête CSA pour ENGIE¹ révèle des disparités de connaissances importantes entre pays.

La transition énergétique mobilise les Européens : 64 % d'entre eux affirment déjà agir, notamment en limitant leur consommation énergétique pour 69% d'entre eux.

Interrogés sur les acteurs les plus susceptibles d'accompagner cette grande transformation, les Européens citent en premier leur gouvernement (25%), suivi des grands groupes industriels producteurs et fournisseurs d'énergie (20%), confirmant ainsi le rôle essentiel joué par le secteur privé.

Un mouvement en marche mais qui suscite des craintes auxquelles il faut répondre

¹Méthodologie : étude menée par l'Institut CSA entre le 7 et le 11 mars 2024, auprès de 10 000 individus, âgés de 18 ans et plus, en France, Allemagne, Italie, Espagne, Portugal, Royaume-Uni, Pologne, Pays-Bas, Belgique et Roumanie.

Près de neuf Européens sur dix affirment que la transition énergétique doit continuer sa progression. Pour autant, des disparités significatives émergent. Alors que les pays d'Europe du Sud (Portugal, Espagne, Italie) ou le Royaume-Uni souhaitent aller plus loin dans la transition énergétique, les pays d'Europe du Nord (Belgique, Pays-Bas) émettent plus de réserves. 15 % des Allemands estiment par exemple qu'un retour en arrière est possible.

Les Européens jugent trop ambitieux les objectifs climatiques de l'Europe et doutent pour 48% d'entre eux de notre capacité collective à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050.

Le principal frein perçu à l'accélération de la transition énergétique est l'investissement financier qu'elle représente (47%). Elle est majoritairement perçue comme une opportunité pour la planète, l'innovation et la santé, mais aussi comme une menace pour le pouvoir d'achat pour un tiers des répondants (30 %).

La surprenante exception française

Les connaissances des Français en matière de transition énergétique sont supérieures à celles de leurs voisins européens.

Par ailleurs, **les Français font partie des citoyens européens les plus mobilisés. Ils partagent massivement l'idée que le mouvement en faveur de la transition énergétique est irréversible.** Ils sont également près de 50 % à déclarer qu'il faut « aller plus loin ». Enfin, leur engagement se traduit déjà dans des actes concrets, 75 % ayant mis en place des actions en vue de soutenir la transition énergétique, soit 11 points au-dessus de la moyenne européenne.

Les incertitudes relatives au contexte économique pèsent néanmoins sur les projections des Français, qui pointent en premier lieu leur inquiétude quant aux effets de la transition sur leur pouvoir d'achat.

« Souvent victime de clichés qu'elle s'impose à elle-même, la France déroge à son image habituelle de grande sceptique. Par rapport aux autres citoyens européens, les Français en savent davantage, en veulent davantage et en font davantage. En revanche, le dilemme 'fin du monde contre fin du mois', mis en lumière par le mouvement des Gilets jaunes dès 2018, trouve sa pleine résonance dans l'étude. De même, la défiance des Français est double : envers l'avenir et envers les institutions politiques. L'enjeu s'est déplacé. Il faut désormais démontrer que la transition peut avoir lieu et que l'avenir qu'elle propose est désirable. » **déclare Gilles Finchelstein, Secrétaire général de la Fondation Jean-Jaurès.**

Des recommandations à destination des décideurs publics européens

Le groupe ENGIE porte la conviction qu'une transition énergétique abordable et robuste est possible si elle s'appuie sur l'ensemble des leviers de décarbonation : déploiement accéléré des énergies renouvelables électriques et gazières, développement des technologies de flexibilité et des infrastructures nécessaires au système décarboné, sans oublier les efforts de sobriété et d'efficacité énergétique.

Alors que **77 % des citoyens européens déclarent que la transition énergétique constituera un élément important de leur vote pour l'élection du Parlement européen**, ENGIE formule des recommandations concrètes à destination des décideurs européens pour accélérer la transition énergétique. Ces recommandations sont regroupées autour de cinq grands axes :

1. Intégrer l'impératif de maîtrise des coûts dans la stratégie énergétique européenne

Le prix de l'énergie est un déterminant majeur de la compétitivité des entreprises et du pouvoir d'achat des ménages européens. Pour que la transition soit acceptée, elle doit se faire aux coûts les plus maîtrisés possibles. La prise en compte de l'impact des politiques publiques européennes sur le prix global de l'énergie doit être un réflexe européen.

2. Comblent les angles morts du système énergétique de demain

En complément des investissements nécessaires au développement massif des énergies renouvelables électriques et gazières, plusieurs dizaines de milliards d'euros d'investissement devront être mobilisés chaque année pour le déploiement des réseaux électriques et des solutions de flexibilité essentiels au système décarboné.

3. Faire de la transition énergétique un levier de la réindustrialisation de l'Europe et de sa compétitivité

L'Union européenne doit répondre à de multiples défis : accélérer sa décarbonation, renforcer sa souveraineté énergétique, tout en assurant la compétitivité de son économie face à la concurrence mondiale. Pour ce faire, un équilibre devra être trouvé entre le coût global de la transition et le recours à des filières européennes, sans ralentir la décarbonation.

4. Construire un cadre réglementaire cohérent, simple, pragmatique

Ce cadre doit donner des perspectives réalistes pour l'Europe, et permettre de construire des politiques publiques éclairées, en veillant à ce que tous les acteurs concernés, notamment les industriels, soient consultés en amont.

5. Mieux cibler les financements en soutien de la transition

Qu'il prenne la forme de subventions européennes ou d'aides nationales, l'argent public est rare. Il doit permettre d'accélérer le développement et le passage à l'échelle des technologies les moins matures et d'accompagner les changements d'usages et de comportements des citoyens européens, en ne laissant personne de côté.

Retrouvez l'étude CSA x ENGIE et le plaidoyer dans leur intégralité

<https://www.engie.com/news/reussir-la-transition-energetique>

<https://www.jean-jaures.org/publication/du-defi-a-lopportunite-agir-ensemble-pour-reussir-la-transition-energetique>



À propos d'ENGIE

ENGIE est un groupe mondial de référence dans l'énergie bas carbone et les services. Avec ses 97 000 collaborateurs, ses clients, ses partenaires et ses parties prenantes, le Groupe est engagé chaque jour pour accélérer la transition vers un monde neutre en carbone, grâce à des solutions plus sobres en énergie et plus respectueuses de l'environnement. Guidé par sa raison d'être, ENGIE concilie performance économique et impact positif sur les personnes et la planète en s'appuyant sur ses métiers clés (gaz, énergies renouvelables, services) pour proposer des solutions compétitives à ses clients.

Chiffre d'affaires en 2023 : 82,6 milliards d'euros. Coté à Paris et Bruxelles (ENGI), le Groupe est représenté dans les principaux indices financiers (CAC 40, Euronext 100, FTSE Euro 100, MSCI Europe) et extra-financiers (DJSI World, Euronext Vigeo Eiris - Europe 120 / France 20, MSCI EMU ESG screened, MSCI EUROPE ESG Universal Select, Stoxx Europe 600 ESG-X).

À propos de la Fondation Jean-Jaurès

Première des fondations politiques françaises, la Fondation Jean-Jaurès est à la fois un think tank, un acteur de terrain et un centre d'histoire au service de tous ceux qui défendent le progrès et la démocratie dans le monde. Son objectif, en tant que Fondation reconnue d'utilité publique, est de servir l'intérêt général. Elle mobilise pour cela les pouvoirs publics, les politiques, les experts mais aussi les citoyens. Elle encourage la rencontre de ses idées et le partage des meilleures pratiques par ses débats, ses productions et ses actions de formation.

Contact presse Groupe ENGIE :

Tél. : +33 (0)1 44 22 24 35

engiepress@engie.com

✕ <https://twitter.com/ENGIEnewsroom>

Contact presse Fondation Jean Jaurès :

Tél. : +33 (0)1 40 23 24 35

presse@jean-jaures.org

✕ https://twitter.com/j_jaures